

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 15/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA**

RUFFY  
42210 BELLEGARDE EN FOREZ

Références : UID4243 MEA 022 0352  
Code AIOT : 0006101138

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA implanté Ruffy 42210 BELLEGARDE EN FOREZ. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 13 octobre 2022 s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA
- Ruffy 42210 BELLEGARDE EN FOREZ
- Code AIOT : 0006101138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 4 février 2013 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 Mt/an, et en moyenne, de 1.4 Mt/an. Après une baisse sur l'année 2020, la production de 2021 est revenue à un niveau stable depuis une dizaine d'année.

Les garanties financières ont été renouvelées en 2018 et prennent fin le 18/02/2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- phasage d'exploitation et de remise en état
- extraction
- bruit/poussières/eau
- remblayage

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite de l'inspection de 2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 23.1	/	Sans objet
7	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 44.2	/	Sans objet
8	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 44.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite de l'inspection de 2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 20	/	Sans objet
3	Suite de l'inspection de 2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
4	Suite de l'inspection de 2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 36.1	/	Sans objet
5	Suite de l'inspection de 2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3	/	Sans objet
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 42	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitation ne progresse pas aussi vite que prévu dans le dossier initial. La mise en conformité de la hauteur des fronts ne sera donc pas effective au 31/12/2022. L'exploitant devait déposer un PAC début 2022 pour mettre à jour le phasage d'exploitation et de remise en état. Ce PAC doit permettre également de redéfinir les garanties financières, qui doivent être renouvelées très prochainement (février 2023). Ce PAC est dorénavant attendu pour fin 2022.

Par ailleurs, la vérification des modalités d'accueil des matériaux inertes extérieurs au site montre des anomalies (absence de document préalable pour les séries de livraisons provenant d'un même chantier, accueil de "boues de béton" issues de camions toupies, déchets non listé dans l'annexe "Déchets admissibles" de l'arrêté préfectoral).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection de 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le phasage d'exploitation (cf. plan annexé « Phasage d'exploitation coordonné à la remise en état ») doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire.  Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
<b>Constats :</b> L'exploitation se poursuit toujours au sommet. La découverte a progressé en direction de l'Est. Le 7ème gradin est finalisé (au-dessus de la côte 537 m NGF). Sa remise en état s'est poursuivie en limite en direction de l'Est (90 m de plantation de haie et de semi en février 2022). Le 6ème gradin est terminé avec une banquette résiduelle. Le 5ème gradin (vers 525/526 m NGF) est quasi terminé. Ce gradin permet la circulation des engins de part en part. La circulation doit être reportée sur le 4ème gradin avant de finaliser l'extraction du 5ème gradin. Quelques tirs ont été effectués en-deçà mais sans changement notable.  L'exploitant prévoit la plantation d'une haie côté ouest (mais hors périmètre carrière – sur un champ appartenant à l'exploitant et cultivé par un agriculteur). Il prévoit également la finalisation du merlon côté ouest et la plantation d'une haie sur ce merlon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 23.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.</p> <p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Les deux gradins les plus anciens ont une hauteur supérieure à 15 mètres. Pour ces deux gradins, la hauteur maximale de 15 mètres doit être rétablie au plus tard le 31 décembre 2022.</p> <p>Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 370 m NGF.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale suffisante déterminée en prenant en compte les différents risques liés à l'exploitation et les caractéristiques des engins. La largeur minimale de banquette, dûment justifiée, est indiquée dans le document de sécurité et de santé.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p> <p><b>Constats :</b> Même constat que lors de la précédente inspection. L'échéancier de mise en conformité des fronts existants pour rétablir des fronts de 15 mètres n'a pas été tenu du fait du retard de phasage. Dans sa lettre du 8 février 2021, en réponse à la précédente inspection, l'exploitant a demandé un délai plus long pour le dépôt du PAC et s'était engagé à le déposer au plus tard début 2022. Ce PAC n'a toujours pas été déposé. L'exploitant a toutefois pu présenter un plan visant à redéfinir le périmètre qui pourrait être réellement exploité à la cadence actuelle (environ 1,2 Mt/an).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6																										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières																										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																										
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni, au cours de l'inspection, le bilan des 8 premières campagnes de mesures, achevées le 22/04/2021.</p> <p>Un point de mesure (H1) de type b (au nord du site) présente des moyennes annuelles glissantes supérieures à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour (la moyenne la plus élevée est 596,8 mg/m<sup>2</sup>/jour).</p> <p>Une nouvelle série de 8 campagnes trimestrielles a donc été relancée. Pour 2022, les périodes de prélèvements sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ère campagne : mars/avril 2022</li> <li>- 2ème campagne : juin/juillet 2022</li> <li>- 3ème campagne : septembre/octobre 2022</li> <li>- 4ème campagne : novembre/décembre 2022</li> </ul> <p>Pour ces 8 campagnes de mesures, l'exploitant a demandé la mesure des poussières totales et la mesure des fractions organiques et minérales.</p> <p>Les résultats de la première campagne (mars/avril 2022) sont reportés ci-après :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Date</th> <th>Type de poussières</th> <th>H1 (N/O) (mg)</th> <th>H2 (S/O) (mg)</th> <th>LS1 (N/O) (mg)</th> <th>LS2 (S/E) (mg)</th> <th>Témoin (N/E) (mg)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="3">Du 21/03/2022 au 20/04/2022</td> <td>Poussières totales</td> <td>85,2</td> <td>82,2</td> <td>81</td> <td>95,9</td> <td>89,7</td> </tr> <tr> <td>Poussières minérales</td> <td>36,6</td> <td>32,3</td> <td>39,8</td> <td>37,5</td> <td>34,1</td> </tr> <tr> <td>Poussières organiques</td> <td>48,6</td> <td>49,9</td> <td>41,2</td> <td>58,4</td> <td>55,6</td> </tr> </tbody> </table> <p>L'exploitant respecte donc les prescriptions de l'article 19.4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 en relançant une série de mesures trimestrielles.</p>	Date	Type de poussières	H1 (N/O) (mg)	H2 (S/O) (mg)	LS1 (N/O) (mg)	LS2 (S/E) (mg)	Témoin (N/E) (mg)	Du 21/03/2022 au 20/04/2022	Poussières totales	85,2	82,2	81	95,9	89,7	Poussières minérales	36,6	32,3	39,8	37,5	34,1	Poussières organiques	48,6	49,9	41,2	58,4	55,6
Date	Type de poussières	H1 (N/O) (mg)	H2 (S/O) (mg)	LS1 (N/O) (mg)	LS2 (S/E) (mg)	Témoin (N/E) (mg)																				
Du 21/03/2022 au 20/04/2022	Poussières totales	85,2	82,2	81	95,9	89,7																				
	Poussières minérales	36,6	32,3	39,8	37,5	34,1																				
	Poussières organiques	48,6	49,9	41,2	58,4	55,6																				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																										
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																										

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 36.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, chaque année.
<b>Constats :</b> Suite à la dernière inspection, de nouvelles mesures de bruit ont été réalisées les 31 mai, 1er et 2 juin 2021. Comme demandé, un point a été déplacé pour être mis en limite de propriété au nord-est et un nouveau point « ZER 3 » a été prévu à proximité de l'habitation de la plaignante. Comme demandé également, le rapport indique plus précisément l'activité sur le site pendant les mesures.  Les mesures réalisées indiquent un dépassement de niveau de bruit en limite de propriété (point situé à l'entrée de la carrière), en période nocturne. ITGA indique pour ce résultat : « Au niveau de l'entrée du site, un nombre conséquent de véhicules (voitures et camions), passent la route départementale 1089 avec des niveaux sonores pouvant dépasser 80 dBA. De plus, sur la période nocturne (entre 5h00 et 7h00), de nombreux camions clients entrent sur la carrière et passent donc à proximité immédiate du capteur. Il est à noter que les mesures ont été réalisées entre 6h15 et 7h00, car le chargement camions débute à 6h30. Entre 6h22 et 6h29, un camion a stationné devant le capteur. Cet évènement a été retiré des mesures. En prenant l'indice fractile L90, qui représente le niveau de pression acoustique qui est dépassé pendant 90 % du temps et utilisé en cas de bruit particulier extérieur au site très important (dans notre cas un très fort trafic routier), le niveau de pression acoustique est de 51,6 dBA en période diurne et 49,6 dBA en période nocturne. On peut donc conclure que le bruit est principalement émis par le trafic routier et non par l'activité de la carrière. »  Concernant les émergences, aucune n'a dépassé les valeurs limites réglementaires.  Lors de la dernière inspection, l'exploitant s'était engagé à équiper les engins circulant au sommet de la carrière d'avertisseurs type « cri du lynx » pour tenir compte de la plainte d'un riverain. Selon l'exploitant : les 5 chargeuses seront équipées d'ici début 2023, les 3 tombereaux articulés sont équipés ; en revanche, il n'a pas su répondre en ce qui concerne les tombereaux rigides. L'effort sur ce point doit être poursuivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets acqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Un contrôle annuel de la qualité des rejets sera réalisé à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ph,</li> <li>• MEST,</li> <li>• DCO,</li> <li>• Hydrocarbures totaux.</li> </ul> <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Comme demandé en 2020, l'exploitant a fait réaliser en 2021 :            - des analyses physico-chimiques en sortie de carrière mais également dans l'Anzieux (en amont et en aval du point de rejet de la carrière), le 19/05/2021.            - analyses hydrobiologiques (en amont et en aval du point de rejet de la carrière).</p> <p>Le bureau d'études CESAME conclut :            « Les analyses ne mettent pas en évidence d'évolution significative et de dégradation de la qualité de l'eau entre l'amont et l'aval de la carrière.            La minéralisation (= paramètre « conductivité »), le pH, la température sont légèrement augmentés, ce qui apparaît normal au regard des valeurs mesurées sur le rejet de la carrière.            Aucune turbidité associée à la présence de matières en suspension dans l'Anzieux en aval de la carrière n'est constatée.            Tous les paramètres analysés respectent les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral (à l'exception d'un très léger dépassement pour le pH du rejet de la carrière (8,55 mesuré pour un seuil à 8,5).            On rappellera que sur une mesure de pH, la précision est de l'ordre de plus ou moins 0,2 unité. De plus le pH mesuré sur le rejet de la carrière reste dans la gamme de valeurs associée à la qualité bonne des cours d'eau (6,5 -9). La valeur mesurée sur le rejet ne présente donc pas de risque pour les milieux aquatiques du cours d'eau. »</p> <p>Le bureau d'études IRIS Consultants conclut :            « En conclusion, ces résultats ne permettent pas de mettre en évidence un impact de la carrière sur la qualité hydrobiologique de l'Anzieux. En revanche, plusieurs éléments (tels que la baisse de la sensibilité du peuplement aval à la charge organique, l'augmentation de la composante Aspt de l'I2M2 ainsi que des probabilités de pression Matière Organique, Matières Azotées et Phosphorées) semblent indiquer une arrivée diffuse de matière organique au cours d'eau qui pourrait expliquer le passage d'une qualité moyenne à médiocre.            L'Anzieux appartient à la masse d'eau « La Coise et ses affluents depuis Saint-Galmier jusqu'à la confluence avec la Loire ». Pour cette masse d'eau, le SDAGE fixait l'atteinte du bon état écologique à 2015. Cet objectif n'est atteint ni à l'amont, ni à l'aval de l'emprise des Carrières de la Loire. »</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation des zones de remblais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Ces parcelles, ont une superficie maximale de 2500 m <sup>2</sup> .  Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au point 44.6.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un plan quadrillé avec une codification pour le repérage. Les mailles sont suffisantes (inférieure à la superficie de 2500 m <sup>2</sup> ). A noter toutefois que le remblayage s'effectue sur une hauteur relativement importante (environ 20 mètres). Ainsi, le remblayage avec des matériaux extérieurs ne concernent toujours d'une seule maille (K14).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 44.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>• l'origine des déchets ;</li> <li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement (la liste des déchets admissibles et leur code sont précisés dans l'annexe « Liste des déchets admissibles » ;</li> <li>• les quantités de déchets concernées.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 46.3 ;</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).</p> <p>Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an.</p> <p>Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble du suivi est informatisé. Chaque livraison fait l'objet d'un bon de pesée. Il est également possible de sortir un registre des admissions.</p> <p>Les bons de pesées ne contiennent pas toutes les informations requises : absence du code déchet à six chiffres (annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement).</p> <p>La vérification du registre sur le seul mois d'avril 2022 permet de constater des livraisons multiples depuis un même chantier (SIE LOT 1et 2 route de St Galmier, HEF, Liaison Porchon-Ratarieux).</p> <p>Pour le chantier HEF, le registre indique 33 livraisons représentant 741 tonnes.</p> <p>Aucun document préalable n'a été établi pour ces séries de livraisons.</p> <p>L'exploitant justifiera de la bonne réalisation de la mise en place d'un document préalable pour une prochaine livraison de lot et veillera à bien indiquer toutes les informations indiquées à l'article 44.2 de son arrêté préfectoral dont le code déchet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 44.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets admissibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe « Liste des déchets admissibles », issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières.</p> <p>Il est notamment interdit de recevoir sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou contenant de l'amiante provenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ du démantèlement d'installations techniques (calorifugeage de tuyauteries, isolant, cuve,...),</li> <li>▪ de démolition conformément à la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 ;</li> </ul> </li> <li>• les déchets inertes provenant du process d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrières ou de l'industrie du bâtiment ou des travaux publics ;</li> <li>• les déchets n'ayant pas le caractère inerte ;</li> <li>• les matériaux contenant du goudron ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• les terres contaminées et celles présentant une présomption de contamination, sauf à démontrer leur caractère inerte après mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable ;</li> </ul> </li> <li>• les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>• les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;</li> <li>• les déchets non pelletables ;</li> <li>• les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection il a été constaté la présence de boue de béton issue du lavage des toupies.  Ce type de déchet n'est pas assimilable au code déchet 17 (Déchets de construction et de démolition). Les boues de béton relève du code 10 13 14 (déchets et boue de béton) dans l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.  Ce code n'est pas cité dans l'annexe « Liste des déchets admissibles » de l'arrêté préfectoral.  Il est donc interdit de recevoir ce type de déchets sur la carrière.  L'exploitant précisera, sur la base de son registre, les quantités de boues de béton admises sur son installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet